

# EDITO

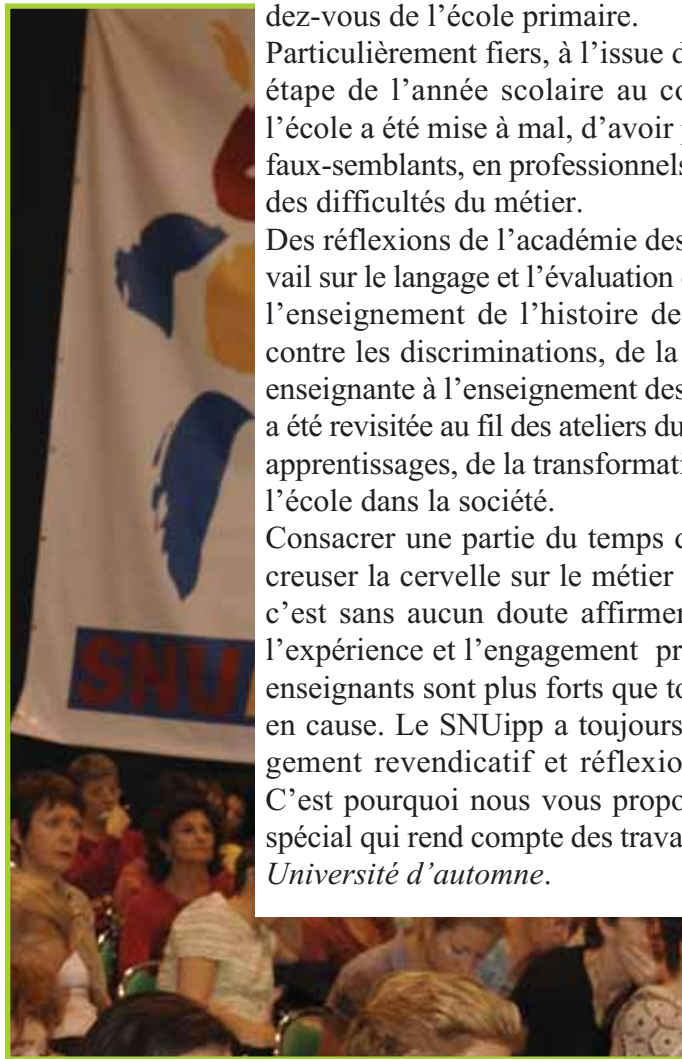
# F

iers ! C'est le sentiment des 400 enseignantes et enseignants des écoles qui ont participé aux 35 conférences, dialogué, échangé entre praticiens, chercheurs, formateurs, sur toutes ces questions qui taraudent notre métier et qui nous poussent chaque année à renouveler ce qui est devenu, en partenariat avec la Ligue de l'enseignement, le grand rendez-vous de l'école primaire.

Particulièrement fiers, à l'issue de cette première étape de l'année scolaire au cours de laquelle l'école a été mise à mal, d'avoir pu réfléchir sans faux-semblants, en professionnels, des réussites et des difficultés du métier.

Des réflexions de l'académie des sciences au travail sur le langage et l'évaluation en maternelle, de l'enseignement de l'histoire des arts à l'action contre les discriminations, de la professionnalité enseignante à l'enseignement des langues, l'école a été revisitée au fil des ateliers du point de vue des apprentissages, de la transformation du métier, de l'école dans la société.

Consacrer une partie du temps de vacances à se creuser la cervelle sur le métier peut surprendre, c'est sans aucun doute affirmer que la dignité, l'expérience et l'engagement professionnels des enseignants sont plus forts que toutes les remises en cause. Le SNUipp a toujours conjugué engagement revendicatif et réflexion sur le métier. C'est pourquoi nous vous proposons ce numéro spécial qui rend compte des travaux de cette 8<sup>ème</sup> Université d'automne.



## (fenêtres sur cours)

Hebdomadaire du Syndicat National  
Unitaire des instituteurs, professeurs  
des écoles et PEGC — 128 Bd  
Auguste Blanqui — 75013 Paris  
— Tel: 01.44.08.69.30 — e-mail  
fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication :  
Sébastien Sihri • Rédaction :  
Marianne Baby, Renaud Bousquet,  
Lydie Buguet, Laura Cella,  
Michèle Frémont, Véronique  
Giraud, Daniel Labaquère, Pierre  
Magnetto, Arnaud Malaisé, Anna  
Musso, Gilles Moindrot, Jacques  
Mucchielli, Gilles Sarrotte,  
Sébastien Sihri

Photographie : Mira —  
Impression : la SIEP-Bois-le-Roi  
Régie publicité : Mistral Media,  
365 rue Vaugirard 75015 Paris —  
Tél: 01.40.02.99.00

Prix du numéro : 2 euros  
Abonnement 23 euros  
ISSN 1241 — 0497 • CPPAP 3695  
D 73 S Adhérent du Syndicat de la  
Presse Sociale

# SOMMAIRE

Université  
d'Automne  
2008



## La Londe

LES  
APPRENTISSAGES

12 – 15

LA DYSLEXIE Frank Ramus	16
GÉOGRAPHIE Pascal Clerc	18
LES LANGUES Marie-Ange Dat	20
GRAMMAIRE Danièle Manesse	22
HISTOIRE DES ARTS Joëlle Gonthier	24
LECTURE Sylvie Cèbe	26
MATHEMATIQUES Renaud D'Enfert	28
LES SCIENCES Yves Quéré et Alice Pedregosa	30

LECTURE 32  
Yvonne Chenouf

AIDES PERSONNALISÉES 34  
Gérard Chauveau

TABLE RONDE 36  
FAMILLE/ÉCOLE :  
ATOUT CONFIANCE  
Serge Boimare,  
Eric Favey,  
Martine Kherroubi

L'INTERVIEW 92 – 98

MARCEL GAUCHET  
Historien, philosophe,  
directeur d'études à  
l'Ecole des hautes études  
en sciences sociales et  
rédacteur en chef de la  
revue « *Le Débat* » .  
«*Nous sommes devant une  
rupture majeure qui est  
liée à la nouveauté  
sociale fondamentale des  
conditions dans les  
quelles nous vivons et qui  
changent très profondé-  
ment les conditions  
pratiques de l'enseigne-  
ment à tous les niveaux.*»



# SOMMAIRE



## LE METIER

40 – 45

LE DISCOURS DE  
L'ENSEIGNANT 46  
Élisabeth Bautier

APPRENDRE A ENSEIGNER 48  
Eric Saujat

VIOLENCE ET ÉCHEC 50  
Daniel Favre

LE NUMÉRIQUE 52  
François Redal

EPS 54  
Jean-Michel Sautreau

ÉCHEC SCOLAIRE 56  
Madeleine Khalifa

LE QUÉBEC 58  
Alain Pelissier

## ÉCOLE ET SOCIÉTÉ

72 – 77

ÉGALITÉ DES SEXES 78  
Nicole Mosconi

EDD 80  
Roland Gérard

LAÏCITE 82  
Charles Conte

DISCRIMINATION 84  
Louis-George Tin

NOUVEAUX PROGRAMMES 86  
Benoît Falaize

GESTES ÉDUCATIF 88  
Françoise Carraud

CLASSES DE DÉCOUVERTE 90  
Denis Klein

## LA MATERNELLE

60 – 63

ÉCRIRE AU CYCLE 2 64  
André Ouzoulias

LANGAGE 66  
Mireille Brigaudiot

MATHÉMATIQUES 68  
Valérie Barry-Soavi

ENJEUX DE LA MATERNELLE 70  
Bruno Suchaut



# Enseigner aujourd'hui entre héritage et innovation

*Anne-Marie Chartier*

*est historienne de l'éducation, spécialiste de l'histoire de l'enseignement de la lecture. Ses travaux font autorité. Le SNUipp lui a demandé d'ouvrir sa 8ème université d'automne sur le thème « enseigner aujourd'hui ». Elle a souhaité, en dehors de ses travaux de recherche, aborder deux questions qui lui tiennent à cœur : la question de l'argent dans une école gratuite et celle du temps scolaire alors que les intérêts des uns et des autres peuvent être divergents.*

***L'innovation se fait-elle avec ou contre l'héritage ?***

En matière d'éducation, on ne peut faire « table rase » et repartir à zéro. Même quand on vit une époque de changements qui déstabilisent à la fois la société et l'école, les innovations durables sont celles qui intégreront au mieux les fonctionnements déjà là dans l'organisation du travail : c'est bien ce que les concertations cherchent à négocier. Mais quand des innovations sont imposées sans concertation, chaque praticien prend

conscience que l'héritage, ce n'est pas seulement la pesanteur des routines archaïques, c'est aussi un espace dont il connaît les marges de liberté autant que les contraintes, les avantages autant que les faiblesses. L'enseignant<<< se trouve réduit à une position « d'individualisme défensif » qui n'est pas encore une contre-proposition.

***La liberté pédagogique a-t-elle une réalité ?***

Bien sûr ! Les enseignants savent

d'expérience qu'ils ont à choisir, à arbitrer, à décider. Mais ils savent que leur liberté n'est ni dans les finalités de l'école, fixées par la loi, ni dans les contenus des programmes. Ils ne choisissent pas non plus « librement » leurs élèves ; ni leur école. Leur espace propre, c'est l'organisation du travail qui conjugue toutes ces données. C'est là qu'ils introduisent leur marque, leur style, combinant innovations et routines. Cette « liberté pédagogique », reconnue par le ministre, combine des choix à la fois

« Si je situe mon propos entre héritage et innovation, c'est pour aborder deux questions qui sont en toile de fond de toutes les pratiques scolaires, sans être en elles-mêmes objets de débat. Le temps et l'argent, c'est dans l'air du temps, mais ce ne sont pas des questions faciles à traiter pour des chercheurs, parce qu'elles sont diffuses, mal délimitées. Or, j'ai le sentiment que sont en train de craquer les cadres collectifs qui organisaient le temps de l'école, autant que les règles implicites qui réglaient la dépense scolaire. »

puis le temps des tâches libres (on arrange sa classe, on discute avec les collègues, on reçoit les parents); enfin, le travail hors école (préparations, corrections, documentation). Cette organisation spécifie clairement le primaire, où l'on « fait classe », et non le secondaire où l'on « fait cours ». Gérer le temps pour « faire classe », c'est combiner les intérêts des enfants (les modulations et les reprises, les rythmes aménagés) et ceux des maîtres (la liberté et la souplesse permises à l'intérieur de cette continuité).

Ces variations singulières supposent des horaires et des contenus communs. Or, les programmations de matières et d'horaires sont peu à peu devenues des fictions : rappelons que les récréations (obligatoires) ne sont pas décomptées de l'horaire global et que « les savoirs de l'école » ne sont plus que les résultats en français et maths. C'est cette dérive que les programmes de 2002 voulaient contenir, avec les deux heures quotidiennes « de lecture et écriture dans toutes les disciplines. » Avec le programme 2008, un nouveau seuil a été franchi : les contenus prescrits sont alourdis (histoire de l'art, morale), mais ils n'ont plus d'horaire hebdomadaire. Sauf en français et en maths, les horaires sont annualisées, donc invérifiables, mais ça n'a pas d'importance puisqu'on est revenu à l'équation « efficacité du maître = résultats en maths et en français ».

#### **L'aménagement du temps est-il une arme contre l'échec scolaire ?**

C'est sur ce fond de démission sur « les savoirs de l'école » qu'il faut considérer la semaine de quatre jours et les deux heures de soutien. Quand on parle depuis des années de la fatigue des élèves, c'est tout de même très fort pour un ministre d'être arrivé à faire en sorte que les enseignants eux-mêmes programment massivement

« en toute liberté pédagogique » les deux heures de soutien au moment du repas ou le matin avant la classe... C'est bien là que le ministre a réussi à casser cet équilibre dans la gestion du temps scolaire qui permettait de conjuguer les intérêts des maîtres et ceux des enfants. En renvoyant la décision au terrain, Xavier Darcos a conduit les maîtres à arbitrer selon leur intérêt immédiat (quatre jours aussi denses que possibles, car eux aussi sont

également parents d'élèves), contre un intérêt collectif à plus long terme, bien plus coûteux à organiser. Or, ce dont ont besoin les élèves, les familles, mais aussi les enseignants, c'est une organisation du temps concertée entre tous les

« Je connais une maternelle où cette année, la sieste commence juste après le repas : il a fallu pour y parvenir une prouesse de concertation ! »

services de l'enfance (école, services post et péri scolaires, activités sportives, loisirs éducatifs). Le ministre déclare que les horaires allégés et le soutien vont réduire l'échec scolaire, ce qui est impossible. Il n'est évidemment pas si naïf, mais politiquement il gagne à tous les coups : les prochaines évaluations seront sa victoire si les résultats sont meilleurs, la faute des enseignants s'ils sont moins bons, puisqu'ils auront eux-mêmes organisé la nouvelle semaine de travail.

#### **Avez-vous connaissance d'aménagements réussis ?**

Il y a une multitude d'exemples, mais ils exigent toujours une action collective. Par exemple, à l'école maternelle, on sait que les tout-petits sont morts de fatigue à midi, surtout quand ils sont venus à la garderie du matin. Je connais une maternelle où, cette année, la sieste commence juste après le repas : il a fallu, pour y parvenir,

techniques et éducatifs qui arbitrent entre des contraintes contradictoires. Elle compose avec des intérêts divers, voire divergents, ceux des enfants, des parents, des services communaux et des

**Temps scolaire :**  
« les programmations de matières et d'horaires sont peu à peu devenues des fictions (...). Avec le programme 2008, un nouveau seuil a été franchi : les contenus prescrits sont alourdis (histoire de l'art, morale), mais ils n'ont plus d'horaire hebdomadaire. »

enseignants eux-mêmes. Or, aujourd'hui, les questions de l'argent et du temps scolaire me semblent au cœur de ces conflits d'intérêt.

#### **L'aménagement de la semaine scolaire est-il un « bon » exemple d'innovation ?**

C'est un bon exemple, parce qu'il met bien ce conflit d'intérêts en lumière. On peut distinguer dans le travail enseignant

quatre temps distincts : le temps devant les élèves, ensuite celui qu'on passe dans l'école à des tâches obligées mais non fixées à l'avance (récréation, réunions),

une prouesse de concertation ! La directrice a mis d'accord les personnels de cantine, les animatrices de la mairie, les ATSEM et ses collègues, pour que les enfants aillent au dortoir à partir de 13 heures avec les animatrices (ce qui n'est pas leur travail). Quand les maîtresses prennent le relais, à 13 h 25, les enfants dorment déjà et elles peuvent prendre des grands en petits groupes pour des activités de soutien. Les petits se réveillent en meilleure forme, mais plus tôt qu'avant : il est donc possible de faire une séquence pédagogique de plus avec eux avant la fin de l'après-midi. Pour une chose si simple, il a fallu à la directrice trois ans pour gagner la confiance de tous et mettre en synergie des intérêts professionnels différents. Les intérêts individuels immédiats à court terme l'emportent toujours sur les intérêts collectifs si on laisse faire « *la force des choses* ».

**Argent :**  
« Les enseignants apprennent à leurs élèves à déjouer (...) les pressions consuméristes (...) Or, les listes de fournitures demandées ne cessent pas de s'allonger. »

**Là encore il y a un déficit de réflexion.**

Ces problèmes-là se discutent tous les jours dans les écoles, car ils font partie de la pratique du métier. Mais ils ne se discutent qu'au cas par cas et dans l'urgence. Ils sont peu évoqués dans la recherche ou dans la formation où l'on traite des contenus

didactiques, des progressions pédagogiques, sans prendre en compte les environnements de travail qui les conditionnent. Pour réfléchir sur le temps à l'école, sur la vie quotidienne des enfants, il faut associer tous les spécialistes de la petite enfance, sans rester entre enseignants.

**Pourquoi la question de l'argent vous paraît-elle aussi importante ?**

La gratuité de l'école, c'est tout de même un principe hérité de l'école du peuple ! Or, nous vivons dans un monde consumériste où fonctionne une incitation permanente à la dépense superflue, aux achats d'impulsion, aux produits jetables :



toujours plus et toujours du neuf ! Les enseignants apprennent à leurs élèves à se méfier de la publicité, à déjouer les pressions consuméristes, à réfléchir aux pollutions qui en découlent ; ils font un vrai travail éducatif sur ces questions. Or, ils se conduisent collectivement comme des consommateurs irresponsables. À chaque rentrée, je collectionne des commandes de matériel scolaire : les listes des fournitures demandées ne cessent de s'allonger. Que s'est-il passé pour que le principe central de l'école laïque, obligatoire... et gratuite soit à ce point oublié ? Comment des enseignants peuvent-ils ainsi accroître les difficultés de familles en situation économique précaire ?

**Pour vous, il s'agit du type même de questions qui doit faire l'objet d'une réflexion collective.**

Le problème est criant quand on parle des dépenses demandées aux familles. Mais la réflexion collective est encore plus nécessaire pour les commandes faites aux collectivités locales : c'est de l'argent public et les maîtres ordonnent des dépenses qui se chiffrent en millions d'euros. Combien de cahiers achetés et à

peine utilisés ? Nos écoles sont riches, regorgent de matériel, mais je ne vois pas de « *stratégie d'achat* », je vois une somme de décisions individuelles, fluctuant au gré des débats médiatiques et des programmes qui se succèdent à une vitesse accélérée. Quelle réflexion déontologique, politique ou syndicale, pourrait s'emparer de ce chantier ? Alors qu'en formation, on traite des outils de travail du côté des disciplines, des évaluations, des apprentissages, on ne parle jamais de leur coût, ni de la responsabilité de celui qui engage les dépenses. C'est pourtant un point capital de l'économie : les BCD achètent plus de livres que les médiathèques. Quant aux manuels, leur durée de vie s'est réduite à trois ans d'usage en moyenne. C'est dire qu'aujourd'hui un maître change de manuel juste au moment où il commence à savoir s'en servir, comme si changer d'outil, c'était se renouveler. Ce zapping pédagogique dessert les élèves, coûte une fortune aux collectivités locales, n'augmente pas l'efficacité professionnelle. Les éditeurs scolaires surfent sur ce zapping, proposent des produits « *prêts à consommer* » dont les acheteurs font vite le tour et qu'ils abandonnent pour d'autres du même genre.

**Quelles modifications introduisent les nouvelles technologies dans ces mutations ?**

Nous vivons une grande mutation. Chacun dispose, avec Internet, de préparations prêtes à consommer, de ressources mises en ligne gratuitement. Tout cela modifie les modes de construction de la professionnalité enseignante et de la culture scolaire. Dans la culture enseignante, des savoirs pratiques se transmettaient dans des échanges informels, par contacts directs, dans les lieux scolaires. Il faut penser que les nouvelles technologies et les réseaux d'échanges virtuels permettent d'autres modes de communication pour dresser un état des pratiques, réunir des expériences et des propositions. À quand un forum de discussion confrontant des professionnels de l'école, des collectivités territoriales, des parents d'élèves et des autres partenaires concernés sur ces questions ?

Propos recueillis par  
Daniel Labaquère

